



## Conseil économique et social

Distr. générale  
9 mars 2015

Français  
Original: anglais

### Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

#### Soixante et onzième session

Bangkok, 25-29 mai 2015

Point 3 f) de l'ordre du jour\*

**Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission, y compris les activités des institutions régionales: réduction et gestion des risques de catastrophe**

### Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur sa neuvième session

#### Résumé

Le Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement a tenu sa neuvième session à Bangkok le 15 octobre 2014, parallèlement à la quatrième session du Comité des technologies de l'information et de la communication.

Durant la session, le Conseil d'administration a examiné les activités menées par le Centre et a félicité ce dernier pour avoir fourni à la région un large éventail de programmes de renforcement des capacités et de services dans le domaine des technologies de l'information et de la communication pour le développement, en complément et à l'appui des efforts de développement déployés aux niveaux régional et national.

Il a approuvé le programme de travail du Centre pour 2015, qui élargit la couverture de ses programmes phares dans la région et approfondit leur utilisation. Le Centre poursuivra son approche axée sur les programmes phares; il forgera et développera des partenariats stratégiques; il favorisera l'institutionnalisation et assurera la pérennité du renforcement des capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication; et il facilitera le dialogue régional, le partage du savoir et le réseautage. Le Centre développera aussi des initiatives à l'échelon régional dans les domaines des normes des technologies de l'information et de la communication et de l'utilisation responsable des médias sociaux.

Le Conseil d'administration a recommandé que le Centre continue d'étendre ses programmes de renforcement des capacités à plus de pays de la région ainsi qu'à d'autres groupes bénéficiaires, notamment les populations marginalisées et vulnérables, et de diversifier les modes de diffusion de ses programmes par des stratégies d'apprentissage en ligne et des plates-formes diversifiées.

Le Conseil d'administration a souligné l'importance de l'adaptation et de la localisation du contenu des formations afin de s'adapter aux environnements locaux et de résoudre des problèmes particuliers. Il a aussi recommandé l'établissement de

\* E/ESCAP/71/L.1/Rev.1.

partenariats avec des communautés et des universités pour faciliter l'adoption et l'institutionnalisation des programmes.

La Commission souhaitera peut-être examiner le rapport du Conseil d'administration et donner au secrétariat des orientations pour les activités futures du Centre.

## Table des matières

|  | Page |
|--|------|
| I. Recommandations .....   | 2    |
| II. Compte rendu des travaux.....  | 3    |
| A. Rapport sur l'état administratif et financier du Centre .....   | 3    |
| B. Présentation des activités menées par le Centre depuis la huitième session du Conseil d'administration .....  | 4    |
| C. Réunion-débat sur le « Renforcement des capacités régionales en matière de technologies de l'information et de la communication au service du développement » ..... | 8    |
| D. Présentation du programme de travail du Centre pour 2015 .....  | 9    |
| E. Date et lieu de la dixième session du Conseil d'administration .....  | 11   |
| F. Questions diverses .....  | 11   |
| G. Adoption du rapport.....  | 11   |
| III. Questions d'organisation.....   | 11   |
| A. Ouverture de la session.....  | 11   |
| B. Participation.....  | 11   |
| C. Élection du Bureau .....  | 12   |
| D. Adoption de l'ordre du jour .....   | 12   |
| Annexe: Liste des documents .....  | 13   |

### I. Recommandations

1. Le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail pour 2015 du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement, y compris sa stratégie dite « T-strategy » de développement des capacités en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), qui passe par l'élargissement de la couverture et un approfondissement de l'utilisation des programmes phares du Centre dans la région. Le Centre continuera d'adopter une approche axée sur des programmes phares; il établira et exploitera des partenariats stratégiques; il encouragera l'institutionnalisation et veillera à la durabilité du renforcement des capacités dans le domaine des TIC pour le développement; et qu'il facilitera le dialogue, le partage du savoir et le réseautage à l'échelon régional. Le Centre élaborera également des initiatives au niveau régional, y compris dans le domaine des normes de compétence en

matière de TIC et l'utilisation responsable de l'Internet et des médias sociaux.

2. Le Conseil d'administration recommande la poursuite par le Centre de l'élargissement de ses programmes de renforcement des capacités de pays de la région ainsi qu'à d'autres groupes bénéficiaires, dont les populations marginalisées vulnérables.

3. Le Conseil d'administration souligne qu'il est important d'adapter et de localiser le contenu des formations afin de s'adapter aux environnements locaux et de résoudre des problèmes particuliers. Il recommande aussi l'établissement de partenariats avec les communautés et les universités pour faciliter l'adoption et l'institutionnalisation des programmes.

4. Le Conseil d'administration recommande par ailleurs de diversifier les moyens par lesquels les programmes du Centre sont dispensés par le biais de stratégies d'apprentissage et de plates-formes diversifiées.

5. À propos de l'état administratif et financier du Centre, le Conseil d'administration remercie le pays hôte, la République de Corée, pour l'appui financier qu'il n'a cessé d'apporter au Centre ainsi que les autres États membres pour leurs contributions volontaires et en nature.

## II. Compte rendu des travaux

6. Le Conseil d'administration était saisi des documents ci-après:

a) Administrative and financial status of APCICT (E/ESCAP/APCICT/GC(9)/2);

b) Work programme and project activities of APCICT (E/ESCAP/APCICT/GC(9)/3);

c) Brief on the Centre's « Academy of ICT Essentials for Government Leaders » (Academy) programme;

d) Brief on the Centre's « Turning Today's Youth into Tomorrow's Leaders » programme;

e) Brief on the Centre's Virtual Academy;

f) Centre online: Advancing knowledge development and sharing;

g) Brief on the Centre's research and knowledge-sharing;

h) Brief on the Centre's media outreach;

i) Brief on the Centre's resource mobilization.

7. Des exposés ont été faits par le Directeur du Centre.

### A. Rapport sur l'état administratif et financier du Centre

8. Des informations ont été fournies au Conseil d'administration concernant l'administration et la gestion du Centre, notamment son organigramme actuel et son tableau d'effectifs. L'état financier du Centre a été présenté au Conseil d'administration, ainsi que l'aperçu qu'il fournit du soutien institutionnel et financier du pays hôte, la République de Corée, au programme, par l'intermédiaire du Ministère de la science, des technologies de l'information et de la communication et de la planification ainsi que de la Ville métropolitaine d'Incheon, et du financement des projets par le Fonds de

coopération République de Corée-CESAP, l'Agence de coopération internationale de la République de Corée et l'Agence coréenne pour la sécurité d'Internet ainsi que des contributions volontaires d'autres États membres.

9. Le Conseil d'administration a également été informé des contributions importantes en nature fournies par les partenaires du Centre. Ces contributions à la fourniture des programmes concernaient différents types d'appui, tels que: la fourniture de matériel, de ressources logistiques et humaines pour la formation ou les ateliers liés aux programmes du Centre; et l'appui apporté à la localisation ou à la traduction des publications et des produits de connaissances du Centre et à la localisation des contenus de l'apprentissage à distance du campus virtuel du Centre.

10. Le Conseil d'administration a été également informé des efforts déployés en matière de mobilisation des ressources faisant appel à des partenaires et de la manière dont le financement assuré par des organisations de développement – telles que l'Agence des États-Unis pour le développement international, Open Society Institute et le Programme des Nations Unies pour le développement – avait aussi aidé les partenaires nationaux dans leur institutionnalisation et leur utilisation des programmes du Centre.

11. La représentante de l' a fait observer que la continuité d'une année à l'autre, sous la forme d'une représentation cohérente, jouait un rôle important pour le fonctionnement du Conseil d'administration. Le représentant du Bangladesh a souscrit à cette déclaration, notant que son gouvernement confiait la responsabilité du suivi de toutes les questions liées au Centre à un seul fonctionnaire non mobile.

## **B. Présentation des activités menées par le Centre depuis la huitième session du Conseil d'administration**

12. Le Conseil d'administration a pris note du programme de travail et des activités de fond entreprises par le Centre dans ses différents domaines d'activités, notamment la formation, la recherche et le partage du savoir, l'apprentissage et les plates-formes en ligne, les services consultatifs, ainsi que la sensibilisation et la communication. Dans le droit fil de la stratégie de ses programmes visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans le domaine des TIC dans la région, le Centre a continué de renforcer ses deux programmes phares, l'« Académie pour l'initiation aux TIC des responsables publics » (l'Académie) et « Faire des jeunes d'aujourd'hui des responsables des TIC pour le développement de demain ».

13. Depuis la huitième session du Conseil d'administration, le Centre avait renforcé encore le contenu et la couverture régionale de l'Académie et de la première série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes, et développé les capacités de ses partenaires nationaux quant à l'utilisation et à l'intégration des programmes dans les cadres de développement des ressources humaines. Le Centre a aussi produit de nouvelles ressources de savoir et facilité le dialogue et le partage des connaissances à l'échelon régional pour compléter et développer le renforcement de ses capacités en matière de TIC pour le développement dans la région.

14. Le Conseil d'administration a été informé que le module 11 de l'Académie sur les médias sociaux pour le développement avait été

officiellement lancé à l'occasion d'une manifestation régionale en juin 2014. Le Centre avait aussi produit du matériel supplémentaire pour le module 11, intitulé « Les médias sociaux pour le développement: comprendre, mettre en œuvre et gérer les outils des médias sociaux », qui a servi d'orientations techniques aux fonctionnaires sur la manière d'utiliser les médias sociaux.

15. Le Conseil d'administration a également été informé que, afin d'éviter le double emploi des programmes de renforcement des capacités existants dans le domaine des TIC et offerts aux petites et moyennes entreprises par d'autres entités dans la région, le Centre avait décidé de ne pas poursuivre l'élaboration d'un module de l'Académie concernant les TIC et ce genre d'entreprises. En revanche, étant donné les informations obtenues auprès des partenaires nationaux, le Centre avait mené des recherches et s'était occupé de différentes ressources en matière de TIC pour les petites et moyennes entreprises – dont des modules de formation, orientations et études réalisés par d'autres institutions et organisations de développement – et les avait rendus accessibles en ligne à des fins de diffusion plus large par le Centre de coopération électronique.

16. Le Conseil d'administration a été informé de l'appui fourni par le Centre aux partenaires nationaux concernant l'adaptation et la localisation des modules de l'Académie, qui étaient disponibles en 14 langues.

17. Le Conseil d'administration a été informé qu'en 2014 le programme de l'Académie avait été officiellement lancé dans deux nouveaux pays, le Bangladesh et le Népal. Le programme a été officiellement adopté par 29 pays. À ce jour, les ateliers de formation sous-régionaux, régionaux et nationaux organisés par le Centre et ses partenaires dans le cadre du programme de l'Académie, ainsi que les inscriptions aux cours en ligne dans le cadre du campus virtuel, avaient enregistré la participation de plus de 27 600 fonctionnaires gouvernementaux, décideurs, formateurs et autres responsables venus de 152 pays.

18. Le Conseil d'administration avait été également informé que le campus virtuel faisait l'objet d'une demande de plus en plus croissante, non seulement en Asie et dans le Pacifique mais aussi dans d'autres régions. Le Centre avait collaboré avec différentes commissions régionales des Nations Unies et des banques régionales de développement ainsi qu'avec les institutions publiques de la République de Corée pour mettre le programme de l'Académie à la disposition des fonctionnaires d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie occidentale. Les services consultatifs fournis par le Centre avaient appuyé la création du nouveau Centre d'études supérieures sur la large bande au Nicaragua. Ce nouveau centre s'était ouvert en juin 2014; il s'inspirait des programmes du Centre en Amérique latine et dans les Caraïbes, en utilisant des versions des modules de l'Académie adaptées au contexte local.

19. Le Conseil d'administration a également été informé de l'état et des progrès du deuxième programme phare du Centre intitulé « Faire des jeunes d'aujourd'hui des responsables des TIC pour le développement de demain » qui visait à inculquer des connaissances sur les TIC pour le développement aux étudiants et aux jeunes de la région. Dans le cadre de ce programme, le Centre avait élaboré la première série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'attention des jeunes, constituée par des ressources d'apprentissage utilisables par les établissements d'enseignement supérieur, étendant ainsi la couverture d'une telle formation aux programmes universitaires.

20. Le Conseil d'administration a été informé que quatre éditions de la première série de cours d'initiation avaient déjà été élaborées et qu'une cinquième édition sur les médias sociaux pour le développement était en cours de préparation. Le Conseil d'administration a été aussi informé de la finalisation du guide de suivi et d'évaluation de la première série de cours d'initiation, qui visait à fournir aux partenaires des orientations pratiques sur la mesure des progrès accomplis et de l'impact de la mise en œuvre de cette première série.

21. Depuis la session précédente du Conseil d'administration, le Centre et les partenaires de sa première série de cours d'initiation avaient organisé des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités qui avaient permis de développer l'utilisation du programme par des établissements d'enseignement supérieur. La première série avait été mise en place dans 14 pays et introduite dans deux sous-régions. Plus de 130 universités d'Asie et du Pacifique avaient bénéficié de l'utilisation du programme de cette première série. De ce fait, le nombre d'étudiants concernés et de participants aux ateliers avait dépassé 16 000.

22. Le Conseil d'administration a été informé des efforts déployés par le Centre pour renforcer encore l'apprentissage en matière de TIC pour le développement parmi les étudiants des universités de la région grâce à l'initiative de l'Apprentissage actif. Cette initiative préconisait d'associer l'apprentissage effectué dans une salle de classe au service communautaire par l'immersion des étudiants dans des projets de développement communautaire mis en place à l'aide des TIC. Pour promouvoir cette approche de l'apprentissage actif dans la région et faciliter son adoption et sa mise en œuvre par les universités, le Centre avait coorganisé un atelier mondial sur l'apprentissage actif et avait entrepris l'élaboration d'un guide sur ce thème en partenariat avec l'Université Cornell.

23. Le Conseil d'administration a été aussi informé de l'assistance technique fournie par le Centre aux gouvernements nationaux, universités et partenaires de formation pour les programmes de l'Académie et de la première série de cours d'initiation dans des domaines tels que la localisation et la fourniture des activités de renforcement des capacités sur les TIC pour le développement; la promotion de l'institutionnalisation des cours de formation dans les cadres du renforcement des capacités; la mobilisation des ressources; et la conduite d'évaluations des besoins.

24. Le Conseil d'administration a été informé des activités du Centre menées au titre de son pilier recherche et partage du savoir, permettant de faire mieux connaître et comprendre au public cible du Centre, composé de fonctionnaires gouvernementaux et de décideurs, les questions liées aux TIC pour le développement, de partager les meilleures pratiques et de renforcer les capacités de développement. Ces activités comprennent de nouvelles publications telles que la série d'études de cas sur « L'apprentissage ouvert et le télé-enseignement en Asie et dans le Pacifique »; la série sur le partage du savoir en matière d'architecture d'entreprise; l'inventaire des indicateurs et des normes de compétence en matière de TIC dans la région; et l'élaboration d'études de cas vidéo sur les TIC pour le développement. Le Conseil d'administration a été aussi informé de la nouvelle série de synthèses sur les tendances en matière de TIC lancée en 2014, la première des publications à traiter des mégadonnées.

25. Dans le domaine de l'apprentissage en ligne, le Conseil d'administration a été informé de l'augmentation constante du nombre des inscriptions en ligne au campus virtuel du Centre, soit plus de 9 500

inscriptions représentant 152 pays. Il a été également noté que le campus virtuel avait localisé des contenus élaborés par le biais d'activités faisant appel à des partenaires.

26. Le Conseil d'administration a été aussi informé que son Centre de coopération électronique, un répertoire en ligne de ressources de savoir, offrait plus de 900 ressources et que ses pages avaient été consultées plus de 290 000 fois depuis son lancement en 2008.

27. Conscient de l'utilité des activités de sensibilisation et de l'assentiment des dirigeants gouvernementaux et des décideurs concernant le renforcement des capacités en matière de TIC pour le développement, le Centre avait participé activement à diverses conférences régionales et internationales pour faire valoir l'importance revêtue par le renforcement des capacités dans les efforts nationaux. Le Centre a continué également à plaider en faveur de la question du renforcement des capacités en matière de TIC pour le développement auprès des étudiants des universités et de l'enseignement secondaire au moyen d'exposés et de présentations.

28. L'élément clef de la stratégie du Centre concernant le renforcement des capacités en matière de TIC pour le développement est le réseautage et l'établissement de partenariats avec plus de 100 organisations. Le Centre a aussi organisé des réunions annuelles de partenaires pour promouvoir le partage du savoir à l'échelon régional, favoriser la coopération, obtenir des informations sur les TIC émergentes permettant de répondre aux besoins de renforcement des capacités au service du développement, ainsi qu'évaluer et renforcer les programmes phares du Centre. À ce jour, le Centre avait organisé cinq réunions de partenaires de l'Académie et deux réunions de partenaires de la première série de cours d'initiation.

29. Le Conseil d'administration a félicité le Centre pour l'éventail des programmes et services de renforcement des capacités qu'il dispensait à la région en matière de TIC pour le développement. Il a noté avec satisfaction le travail considérable entrepris par le Centre dans le domaine du renforcement des capacités humaines et institutionnelles et la grande importance des programmes du Centre pour les efforts en faveur du développement menés aux niveaux national et régional. Le Conseil d'administration a également salué l'élargissement et l'approfondissement de ces activités de renforcement des capacités en Asie et dans le Pacifique en matière de TIC pour le développement.

30. Le représentant du Bangladesh a informé le Conseil d'administration que la formation dispensée dans son pays en matière de TIC se développait avec succès et qu'un plus grand nombre de formateurs et de spécialistes-conseils était nécessaire pour appuyer l'action menée dans le pays en vue du renforcement des capacités en matière de TIC. Le représentant du Népal a déclaré que son ministère était conscient de la nécessité d'un plus grand renforcement des capacités des fonctionnaires gouvernementaux de son pays en matière de TIC.

31. Le représentant du Cambodge a informé le Conseil d'administration de la manière dont le programme de l'Académie du Centre était utilisé par le réseau des universités de l'ASEAN, qui avait permis le déploiement du programme auprès d'un public plus large dans la sous-région. Le représentant a noté l'importance de la localisation des contenus et de la diversification des modes de diffusion pour accroître l'impact du programme de l'Académie.

32. Le représentant de la Thaïlande a noté la manière dont le Ministère des technologies de l'information et de la communication continuait à élaborer et à mettre en œuvre les programmes de TIC pour les populations vulnérables et marginalisées. Le représentant a recommandé au Centre de poursuivre l'élaboration de programmes pertinents dans ce domaine.

**C. Réunion-débat sur le « Renforcement des capacités régionales en matière de technologies de l'information et de la communication au service du développement »**

33. Le Conseil d'administration a tenu une réunion-débat sur le thème « Renforcement des capacités régionales en matière de technologies de l'information et de la communication au service du développement ». Cette réunion s'est tenue parallèlement aux débats sur le point 5 de l'ordre du jour de la quatrième session du Comité des technologies de l'information et de la communication.

34. Sous la présidence du Directeur du Centre, la réunion-débat a été marquée par les déclarations des intervenants suivants: M<sup>me</sup> Maria Lourdes Aquilizan, Fonctionnaire des technologies de l'information au Bureau national de la gestion des compétences en matière de TIC, Philippines; M. Suresh Adhikari, Cosecraire au Ministère de l'administration générale, Népal; M. Asomiddin Atoev, Président de l'Association des fournisseurs d'accès Internet, Tadjikistan; et M. Yudho Suchahyo, Professeur associé à la Faculté d'informatique de l'Université d'Indonésie.

35. Ce débat a permis d'échanger des points de vue sur la façon dont les changements intervenus dans le paysage des TIC se trouvaient reflétés dans les programmes nationaux de renforcement des capacités en matière de TIC, et de recenser les domaines prioritaires et émergents pour le renforcement des capacités humaines aux niveaux régional, sous-régional et national. Chacun des participants a également présenté les initiatives en cours en matière de TIC pour le développement et l'utilisation des programmes de l'Académie et des cours d'initiation.

36. Les participants ont mentionné les facteurs essentiels pour promouvoir avec succès la durabilité et l'institutionnalisation des efforts de renforcement des capacités en matière de TIC pour le développement. Ils ont aussi noté qu'afin de favoriser efficacement le partage du savoir, il convenait de créer des réseaux de parties prenantes et de spécialistes-conseils, de fournir des plateformes de collaboration en ligne et hors ligne et d'accorder la priorité à la collecte et au partage des études de cas. Les participants ont mis l'accent sur les domaines où des efforts plus soutenus étaient nécessaires, comme l'élaboration de normes de compétence communes en matière de TIC pour le développement dans la région, ainsi que la priorité à accorder au suivi et à l'évaluation des programmes.

37. Le Comité a félicité le Centre pour les activités qu'il avait menées dans le cadre de l'augmentation des capacités humaines et institutionnelles en matière de TIC pour le développement et a noté l'impact positif de l'action du Centre dans la région.

38. Le représentant du Bhoutan a souligné la nécessité de tenir compte des incidences sociales et culturelles des TIC, l'accent étant mis sur les fonctionnaires gouvernementaux et le monde des médias. Il a notamment insisté sur le fait qu'il fallait renforcer les capacités en vue de formuler des politiques et de créer un cadre réglementaire propice et favorable à



l'utilisation constructive des médias sociaux tout en limitant les risques de leur usage inapproprié.

39. La représentante de l'Inde a déclaré que le renforcement des capacités était un élément essentiel de l'adoption des TIC et que les programmes de formation du Centre devraient être portés à la connaissance des pays de la région, afin d'identifier de nouveaux partenaires et d'accroître ainsi la portée de ces programmes. Elle a également fait valoir que l'élaboration de normes de compétence en matière de TIC pour le développement viendrait en complément de l'initiative de l'Autoroute de l'information asiatique.

40. Le représentant du Bangladesh a présenté au Comité le programme « Vision 2021 », pour lequel son gouvernement avait fait des TIC une priorité de développement. Selon lui, il était nécessaire de renforcer auprès de tous les responsables publics les capacités d'utilisation des médias sociaux et d'autres TIC pour le développement.

41. Le représentant des Philippines a déclaré qu'il fallait renforcer les capacités des responsables des services officiels de l'information à utiliser et gérer l'information de manière stratégique, plutôt que de s'attacher uniquement à renforcer leurs capacités techniques, et il a souligné la nécessité d'initiatives de renforcement des capacités et de partage du savoir dans ce domaine.

42. Le représentant de la République de Corée a fait observer que l'utilisation des TIC continuerait de jouer un rôle central en matière de TIC pour le développement, en particulier dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Il a félicité le Centre pour l'impact positif de ses programmes sur la région.

#### **D. Présentation du programme de travail du Centre pour 2015**

43. Le Conseil d'administration a examiné le programme de travail du Centre pour 2015, en commençant par présenter l'actuel changement de modèle de développement qui se caractériserait à la fin de 2015 par le passage des Objectifs du développement pour le Millénaire aux objectifs de développement durable. La reconnaissance de l'importance des TIC et du renforcement des capacités pour le développement durable a été soulignée.

44. Le Conseil d'administration a été informé de l'évolution de la situation mondiale et de ses effets potentiels sur l'augmentation des capacités en matière de TIC pour le développement. Les changements importants qui marquaient cette évolution ont concerné l'accroissement de la connectivité résultant des nouveaux faits intervenus dans le domaine des TIC et des transports, changements qui ont permis de rapides améliorations pour ce qui est de la connectivité physique, institutionnelle et interpersonnelle. L'accroissement de la connectivité et la rapidité de l'intégration régionale et sous-régionale avaient également contribué à lever les entraves à la liberté des échanges dans la région, d'où une libre circulation plus importante des personnes, de la main-d'œuvre, des marchandises et des capitaux au-delà des frontières nationales. Le Conseil d'administration a aussi été informé que le rôle des TIC en faveur du développement socioéconomique durable était de plus en plus reconnu comme en témoignaient les plans de développement nationaux et les plans et stratégies de l'administration en ligne. Toutefois, il a été noté qu'il existait des écarts considérables entre les sous-régions et les pays de l'Asie et du Pacifique aux niveaux du développement de l'administration en ligne.

45. Les problèmes liés au paysage évolutif des TIC ont été exposés au Conseil d'administration, y compris l'augmentation des menaces à la sécurité de l'information, de la vulnérabilité des personnes et des usages irresponsables des TIC. Il a été fait état également de la persistance de la fracture numérique sous ses différentes formes, notamment en matière d'accès ainsi que de capacité d'utilisation et de création de contenus numériques.

46. Le Conseil d'administration s'est vu présenter le cadre de renforcement des capacités du Centre en matière de TIC pour le développement, lequel avait été élaboré compte tenu des enseignements tirés de son expérience précédente, du passage au modèle de développement axé sur le développement durable et l'évolution du paysage des TIC. Ce cadre reposait notamment sur les principes suivants: poursuivre la ligne de conduite programmatique à l'égard du renforcement des capacités; établir et exploiter des partenariats stratégiques; promouvoir l'institutionnalisation et garantir la durabilité; et faciliter le dialogue et le réseautage à l'échelon de la région. Dans les limites de ce cadre, le Centre élaborerait et mettrait en œuvre des programmes et des services conformes aux trois piliers de la formation: recherche, partage du savoir et services consultatifs.

47. Le Conseil d'administration a également été informé de la stratégie du Centre dite « T-strategy » en visant à accroître l'impact de ses activités en matière de renforcement des capacités par l'élargissement de la couverture (grâce à des nouveaux groupes bénéficiaires et à l'enrichissement des modules) et l'approfondissement de l'utilisation de ses programmes de renforcement des capacités (grâce à des contenus plus fouillés et à une meilleure utilisation des modules), conformément aux priorités du développement durable.

48. Les priorités et stratégies du Centre pour 2015 ont également été présentées au Conseil d'administration. Il renforcerait ainsi ses programmes phares grâce à la mise à jour et à l'enrichissement des contenus de formation; à la poursuite de la mise sur pied d'un groupe de spécialistes-conseils aux niveaux sous-régional, régional et national; à l'appui apporté aux efforts menés en matière d'adaptation et de localisation; à la fourniture de services consultatifs pour l'Académie ainsi que l'adoption et l'institutionnalisation de la première série de cours d'initiation; à la conduite de recherches et à l'élaboration de publications et d'autres ressources de connaissances; à la diversification des modes de diffusion et à l'exploitation des plateformes en ligne à des fins de diffusion et d'apprentissage à distance.

49. Le Centre faciliterait le dialogue et le réseautage à l'échelon régional ainsi que la mise sur pied de nouvelles initiatives régionales, y compris dans les domaines des normes de compétence en matière de TIC et de l'utilisation responsable de l'Internet et des médias sociaux.

50. Le Conseil d'administration s'est félicité de la stratégie « T-strategy » adoptée par le Centre dans le cadre de son action de renforcement des capacités en matière de TIC pour le développement. Le représentant du Cambodge a déclaré que les initiatives d'apprentissage en ligne joueraient un rôle important dans cette stratégie. Il serait également essentiel de veiller à la cohérence et à la qualité des programmes de formation en ligne.

51. Le représentant de Sri Lanka a souligné qu'il était important de continuer à adapter et à localiser les programmes de l'Académie et de la première série de cours d'initiation pour les faire coïncider avec l'environnement local et remédier à certaines difficultés particulières. Il a

noté que le contexte résultant de la localisation revêtait une importance certaine, même lorsqu'on avait affaire à des taux d'alphabétisation élevés.

52. Le représentant du Cambodge a indiqué que les partenariats établis avec les communautés et les universités n'étaient pas à négliger. Il a aussi relevé que les TIC pouvaient jouer un rôle positif dans le domaine de l'élaboration et de la diffusion des contenus.

53. La représentante de l'Inde a souligné le manque de capacités permettant aujourd'hui de tirer parti des nouvelles technologies à des fins de développement, et l'importance des initiatives de renforcement des capacités dans ce domaine.

54. Le représentant de la République de Corée a fait savoir au Conseil que son gouvernement avait déjà mis au point des orientations sur l'élaboration des outils et des applications. Son gouvernement souhaiterait en faire profiter les autres pays de la région et collaborerait avec le Centre à l'élaboration de ressources de connaissances utiles sous la forme de modules, d'études de cas et autres publications.

#### **E. Date et lieu de la dixième session du Conseil d'administration**

55. Plusieurs délégations ont déclaré que leur pays souhaiterait accueillir la dixième session du Conseil d'administration. Toutefois, le mandat actuel du Conseil d'administration devait expirer en 2015 et la Commission élirait à sa soixante et onzième session huit nouveaux membres pour un mandat supplémentaire de trois ans. Le secrétariat procéderait donc aux arrangements nécessaires concernant la date et le lieu de la dixième session du Conseil d'administration en fonction des offres actuelles et des résultats de l'élection.

#### **F. Questions diverses**

56. Aucune autre question n'a été discutée au titre de ce point par le Conseil d'administration.

#### **G. Adoption du rapport**

57. Le Conseil d'administration a adopté le présent rapport le 17 novembre 2014.

### **III. Questions d'organisation**

#### **A. Ouverture de la session**

58. La neuvième session du Conseil d'administration du Centre s'est tenue à Bangkok le 15 octobre 2014.

59. Au nom de la CESAP, le Directeur du Centre a ouvert la réunion et a remercié le Conseil d'administration pour ses conseils permanents et l'appui qu'il n'avait cessé de fournir à l'action menée par le Centre.

#### **B. Participation**

60. Les représentants des neuf États membres du Conseil d'administration énumérés ci-après ont participé à la session: Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et Thaïlande.

61. Les experts de la réunion du Conseil d'administration sur « Le renforcement des capacités régionales en matière de TIC au service du développement », qui s'est tenue parallèlement à la quatrième session du Comité des technologies de l'information et de la communication, ont participé en tant qu'observateurs à la session du Conseil d'administration.

**C. Élection du Bureau**

62. Le Conseil d'administration a élu M. Sang Hun Lee (République de Corée) président et M<sup>me</sup> Rungthip Sripetchdee (Thaïlande) vice-présidente.

**D. Adoption de l'ordre du jour**

63. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Rapport sur la situation administrative et financière du Centre.
5. Présentation des activités menées par le Centre depuis la huitième session du Conseil d'administration.
6. Réunion-débat sur « Le renforcement des capacités régionales en matière de technologies de l'information et de la communication au service du développement » (parallèlement au point 5 de l'ordre du jour de la quatrième session du Comité des technologies de l'information et de la communication).
7. Présentation du programme de travail du Centre pour 2015.
8. Confirmation de la date et du lieu de la dixième session du Conseil d'administration.
9. Questions diverses.
10. Adoption du rapport.

## Annexe I

### Liste des documents

| Cote                   | Titre  | Point de l'ordre du jour |
|------------------------|--|--------------------------|
|                        | Provisional agenda<br>(en anglais seulement)   | 3                        |
| E/ESCAP/APCICT/GC(9)/2 | Administrative and financial status of APCICT<br>(en anglais seulement)  | 4                        |
| E/ESCAP/APCICT/GC(9)/3 | Work programme and project activities of APCICT<br>(en anglais seulement)  | 5                        |
| E/ESCAP/APCICT/GC(9)/4 | Report of the Governing Council on its ninth session<br>(en anglais seulement)                                       | 6                        |
|                        | Work programme for 2015<br>(en anglais seulement)  | 7                        |
|                        | Brief on the Centre's Academy of ICT Essentials for Government Leaders (Academy) programme<br>(en anglais seulement) | 5                        |
|                        | Brief on the Centre's Turning Today's Youth into Tomorrow's Leaders programme<br>(en anglais seulement)              | 5                        |
|                        | Brief on the Centre's Virtual Academy  | 5                        |
|                        | APCICT online: advancing knowledge development and sharing<br>(en anglais seulement)                                 | 5                        |
|                        | Brief on the Centre's resource mobilization<br>(en anglais seulement)  | 5                        |
|                        | Brief on the Centre's media outreach<br>(en anglais seulement)   | 5                        |
|                        | List of participants<br>(en anglais seulement)   |                          |